

MAXIMY René de
(Géographe-urbaniste, ORSTOM, Quito, Equateur)

ARCHITECTURE ET URBANISME POLITIQUE : REFLEXION SUR LA VILLE, CONSIDERATIONS DEMONSTRATIVES SUR QUITO

[Texte réduit sous la responsabilité de la direction scientifique du colloque, à partir du document remis par l'auteur]

Une ville andine, son architecture, sa problématique, son développement : le cas de Quito

Quito, au moins 1 100 000 habitants (1990), fondée en 1534 sur le modèle en damier proposé par les Franciscains (urbanistes de ce temps), fonctionne sur une hiérarchisation rigoureuse de l'espace autour du centre urbain, allant de la *ciudad* au *pueblo*. Plan fait à la règle et au cordeau à partir de la *plaza mayor* où se situent la cathédrale, l'évêché, le siège du gouverneur (Présidence actuelle) et le pouvoir municipal. Règlement d'implantation fixant à chaque lot sa fonction et, inversement, assignant à chaque fonction un lieu plus ou moins voisin de la place centrale. Dans un espace homogène s'instaure une ségrégation admise de tous au départ, puisque la hiérarchisation de l'espace est acceptée ou, à tout le moins, indiscutée. Cet espace est marqué. La monumentalité des églises, des couvents et des palais, leurs richesses, côtoient la modestie des lieux d'activité et de vie domestique. C'est l'architecture monumentale des lieux de pouvoir, reliés entre eux par la texture d'une voirie (architecture) hiérarchisée: rues, venelles, escaliers, impasses, qui produit l'espace et en indique la valeur politique à chacun. Les habitants, eux, produisent la vie et animent cet espace, justifiant, par leur manière de vivre, la ville secrétée par le pouvoir.

La problématique est simple alors : l'espace urbain doit être ordonné et gouverné, il doit favoriser l'exercice hiérarchisé de la vie collective. Ceci étant admis, l'extension de la ville, qu'elle soit décidée

par le pouvoir incarné dans ses monuments tutélaires, ou qu'elle soit secrétée par les citoyens peu ou prou propriétaires de l'usage de l'espace urbain, se fait dans le respect de l'image initiale et des règles, donc des impératifs sociaux répliqués autant que nécessaire. Le damier est poursuivi, les implantations d'églises également.

Lorsqu'au début du XIX^e siècle l'Equateur conquiert son indépendance, la ville devient l'expression d'une majorité et des libertés acquises par les citoyens, mais la problématique ne change pas. Les Républicains ne remettent pas en question les principes fondamentaux des fondateurs. Ils renouvellent la ville, en font un produit plus riche qui n'appartient plus au roi d'Espagne mais qui est désormais leur bien indiscuté. Les façades des maisons (sinon les façades entières, les parties basses de ces façades, en rez-de-chaussée) sont construites, ou parées, avec des pierres taillées correctement appareillées qui témoignent du paraître républicain, affirmation d'une ère nouvelle proclamée. L'architecture, dans son sens étroit, reste un élément du marquage de la ville. Cependant déjà des extensions misérables développent une autre architecture, celle de la nécessité : protection contre le froid, la pluie, la promiscuité, l'insécurité. Architecture de l'indispensable et de la précarité, en fait sécrétion minimale de la misère. On reste dans une vision urbaine très espagnole, donc très référante à nos schémas européens dont j'ai parlés.

La ville va ainsi s'agrandir lentement, progressivement, et dans la fidélité à une vision architecturale reconnue, et à des structures de précarité qui de loin l'accompagnent, en développant une architecture, intégrante, de fonctionnement. Il y a un développement, mais la seule remise en cause fondamentale s'est faite vis à vis de l'Espagne. Si les Métis et Indiens ont aidé Bolivar, les premiers ont conforté leur droit de cité, les questions pendantes depuis le royaume de l'Inca que posent les seconds ne sont pas résolues. Celles-ci vont demeurer posées de plus en plus violemment jusqu'à nos jours, provoquant l'afflux de populations plus ou moins métissées qui se trouvent en surnombre sur les terres insuffisantes et médiocres qu'on leur laisse. Ils vont produire en ville des espaces en marge, à côté de ceux que préconise ou accepte le pouvoir. Il y a extension, il n'y a pas développement puisqu'il y a maintien des disparités en l'état.

Et lentement le pays s'industrialise, tandis que la problématique des fondateurs reste actuelle sous couvert d'autres discours : assurer une ville contrôlée par les pouvoirs reconnus par une constitution et des institutions républicaines. Cette problématique nécessairement s'adapte aux fonctions de Quito. Avec la proto-industrialisation (plus d'artisanat que de réelle industrie) qui accompagne, au début du XX^e siècle, le désenclavement de la Sierra et de Quito (construction du chemin de fer, macadamisage des routes), le commerce local s'émancipe progressivement de sa dimension autarcique, la Municipalité répond aux besoins par un zonage lié à un capitalisme naissant et structuré par un réseau viaire amélioré.

Tout cela n'est pas vraiment spectaculaire. Dans les années 40 Quito n'était encore connue en Europe que comme une petite capitale latino-américaine perchée dans les montagnes (2 840 m) où le climat était doux et où on ne payait pas d'impôts ! Pourtant depuis les années 20 apparaissent les premiers signes d'une ségrégation spatiale. La ségrégation des époques antérieures avaient une autre dimension, mieux acceptée. Elle se faisait dans l'homogénéité d'une ville étroite où le pauvre n'est pas loin du riche, et où l'Eglise affirme que si les hiérarchies doivent être respectées pour plaire à Dieu, les hommes sont frères et égaux devant la mort, c'est à dire dans l'éternité. Ce qui réduit les misérables dizaines d'années de la vie terrestre à une formalité peut-être désagréable pour certains, mais somme toute passagère, donc acceptable dans la disparité sociale affirmée et maintenue.

Ainsi la ville se fragmente. Au centre c'est toujours le mélange et la monumentalité, espace où l'architecture élaborée a sa signification sociale assurée; sur les pentes fortes, au pied du volcan Pichincha, les maisons misérables où l'architecture de la précarité se maintient et s'étend sur un espace produit au rabais : architecture minimale, voies non revêtues, escaliers de terre, *chemins d'indiens* qui montent tout droit selon la ligne de plus grande pente, population prolétarienne contrainte à se déplacer à pied pour atteindre ses lieux d'approvisionnement et d'emplois; au sud, en direction de la Côte par où l'Equateur s'ouvre sur le reste du monde, les quartiers ouvriers plus ou moins bien équipés et dont les conditions de vie se sont relativement dégradées en un siècle par un effet de considérable surdensification quoiqu'ils aient été décentement intégrés primitivement; au nord enfin, le long de la grande route qui traverse les Andes (panaméricaine) sur un tracé incaïque ou préincaïque, des espaces plans où se cons-

truisent de coquettes demeures *coloniales* au milieu de jardins. La Mariscal, principal quartier des affaires actuel, fut ainsi produite à partir des années 20 et jusqu'à la fin des années 40. Naturellement ces quartiers nord sont correctement équipés et intégrés.

Peut-on dire qu'alors il y a une problématique du développement ? On améliore le confort, on favorise l'urbanisation pour les classes moyennes soutien assuré de l'appareil d'Etat. Les notions de développement et de sous-développement ne sont pas à l'ordre du jour. En effet ces notions n'existent que par comparaison entre pays à la richesse ostentatoire et pays à la pauvreté inéluctable. Or la comparaison ne peut se faire. L'Europe et les Etats Unis sont loin. Ceux qui les connaissent n'ont rien à envier au confort social qu'ils y ont rencontré. Il n'y a pas le heurt, fruit de l'évidence, qui sera très violent en Afrique, entre conditions de vie des colonisateurs et des colonisés. Ce heurt s'était produit aux XV^e et XVI^e siècles, époque où la brutalité espagnole provoqua des haines et des disparités sociales considérables. Cependant, alors, il n'y avait pas d'opinion publique internationale pour conforter les opprimés dans le sentiment de révoltes ou de révolution justes, si bien qu'à l'époque républicaine (XIX^es.) s'établit un *modus vivendi* qui souda le sentiment national dans une unité acceptable. Certes les indiens demeurèrent, eux, plutôt exclus de ce mouvement, mais leurs problèmes furent évacués dans l'acceptation de leurs différences, ce qui, faute de résoudre les questions latentes, permit de les tenir à l'écart, dans des *comunidades* tout à fait extra-urbaines.

Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que la poussée de l'impérialisme économique et politique nord-américain va bousculer la situation quoique l'Europe demeure le continent avouable, aux références culturelles : surtout l'Espagne et la France. Le pétrole découvert et exploité en Equateur (1972) va provoquer le choc et le saut irréversible dans la modernité. Quito explose. La construction se développe rapidement, de très grands immeubles, très hauts, apparaissent, ce qui est nouveau. Il y a des emplois espérés, on construit à tout va et l'Equateur entreprend de se doter d'infrastructures modernes. Les ruraux qui se rendaient, depuis le début du siècle, sur la Côte, à Guayaquil et sa région, viennent désormais aussi à Quito. De plus, déstabilisés par une révolution agraire mal conçue et mal appliquée, ils migrent plus fréquemment et plus définitivement, bien que la migration saisonnière persiste.

Les autorités municipales doivent faire face. Le développement devient un concept moteur, flou peut-être mais puissant. Le discours des intellectuels s'empare de K.MARX dont les idées entament une nouvelle existence, exposées en une langue de bois imbibée de lutte des classes. Tandis que les gestionnaires municipaux doivent définir une politique urbaine. Il faut donc poser les problèmes et se référer à une idéologie, sinon déclarée, du moins implicite. La classe moyenne (dont les militaires qui s'emparent du pouvoir) est aux affaires. La problématique est simple : suivre le marché et maintenir l'ordre établi. Cela conduit au fonctionnalisme et au zonage y afférant qui sont les formes les moins humanistes de l'urbanisme. L'exclusion des ruraux analphabètes, des démunis, des venus d'ailleurs (indiens mal intégrés) n'est pas déclarée, elle n'est que le fruit de l'oubli. Si bien que ceux-ci se regroupent pour exister et subsister: recherche de terres urbaines ou cerca-urbaines d'accueil, coopératives que le pouvoir municipal doit, *volens nolens*, entériner.

L'architecture ne sera guère le fait des pouvoirs statutaires, mais celle du secteur capitaliste dont la puissance domine et soumet d'une certaine façon les autorités politiques. C'est une architecture qui s'inspire, *pro parte*, de l'Amérique du Nord, qui la copie même : gratte-ciel et C.B.D. Elle affirme la suprématie symbolique du capitalisme sur la religion, voire sur l'institutionnel. L'habitat pour hauts revenus suit le mouvement : grands immeubles luxueux, mais aussi perpétuation des maisons individuelles qui sont désormais de tous les styles. La brique traditionnelle s'efface de plus en plus devant le béton et les parpaings de ciment, la tuile résiste assez bien. Les pauvres restent producteurs d'habitat très médiocre (n'est-ce pas le propre du prolétariat de reproduire sa force de travail et la niche écologique restreinte qui l'accompagne ?) mais l'*adobe* régresse alors que la brique cuite artisanale se maintient. Les classes moyennes basses ont droit à des lotissements de petites maisons individuelles mais jointives, ou aux barres d'immeubles bon marché qui firent les banlieues des villes européennes dans les années 50, et qui à Quito, comme à Pékin ou à Shanghaï, continuent à se bien construire.

S'il y a une problématique du développement, elle s'exprime plus dans l'ingénierie, les V.R.D., que dans la construction de l'habitat. Certes on parle beaucoup de programmes de *viviendas*, mais il s'en réalisent bien peu. Cependant dans le monumental et les immeubles de qualité une certaine probléma-

tique semble se résumer en un *américanisons-nous* porteur de rêves. L'Amérique alors se réduit aux States, ce qui est une façon de se nier jusque dans ses fondements.

A l'heure présente la municipalité, sociale-démocrate, tente un discours porteur d'idéologie et de problématique, plein d'interrogations. Comment protéger l'espace contre la destruction excessive du site et les spéculations abusives ? Comment reconnaître l'invasion de terres et intégrer les *barrios marginales* délaissés ? Comment assurer le fonctionnement de l'ensemble de l'Aire Métropolitaine ? Comment mettre de l'ordre, l'ordre de la Municipalité s'entend, et par quelle formulation réglementaire le consolider ? Comment établir un nouveau P.O.S. ? Comment le caractériser ?

C'est une avalanche de questions et un désir proclamé d'y répondre. Tout cela est à l'étude. Comme il y a une forte récession économique, on peut espérer que le poids du capital sera moindre et que les pouvoirs établis, ceux de la Municipalité surtout, seront assurés d'être mieux respectés. Cependant force est de constater que, malgré tant de bonnes intentions affirmées, le pouvoir municipal est, et s'affiche, parfaitement technocratique.

Une ville de l'Afrique forestière : le cas de Yaoundé ou de l'architecture comme instrument politique

Ville coloniale créée à la fin du XIX^e siècle, affrontée à la dynamique du développement et de son négatif, le sous-développement, Yaoundé ne fut à ses débuts qu'un poste de la colonisation allemande au cœur d'une région forestière fortement peuplée et accueillante. On ne peut guère prétendre qu'elle fut alors la projection spatiale et architecturale d'un projet politique. Cependant quelques facteurs influèrent progressivement sur son paysage et sa morphologie. Une rapide christianisation en fit le siège d'importantes missions protestantes et catholiques : première église, construite par les Allemands, en 1906. Ce devint assez tôt un centre de commercialisation régionale amélioré par le tracé et l'entretien de pistes nouvelles réalisées pour la culture du cacao, culture de rente, culture coloniale imposée (cf. VILLE CRUELLE, de MONGO BETI). La construction d'un chemin de fer Yaoundé-Douala, achevée entre les deux guerres, renforça tous ces dynamismes. Yaoundé s'ouvre au reste du monde. Enfin l'Administration française choisit ce lieu comme Capitale du Protectorat pour l'agrément apparent de son climat, ce qui provoqua l'installation d'une population conséquente de fonctionnaires, dont les militaires d'une garnison étoffée.

Le site, de son côté, a joué sa partition. La ville est sise à 600/700 mètres, sur des reliefs fortement disséqués où les vallées convergent, séparées par des collines basses et allongées. Percant cet ensemble quelques collines plus hautes et plus aiguës, et, au nord-ouest, un massif montagneux, encore très forestier, barrière infranchissable à l'urbanisation culminant à 1200 mètres. Aussi, dès l'époque coloniale les bâtiments administratifs occupèrent une des collines qu'on appela *le Plateau*, une désignation qu'affectionnaient les administrateurs de ce temps et qu'ils imposèrent en de nombreuses colonies. Les missions religieuses, très à l'extérieur de la petite agglomération, usèrent également de ces hauteurs qui les mettaient à l'abri des marécages, des miasmes et des moustiques, en leur assurant un minimum de ventilation. Les nouveaux venus ne faisaient, en cela, que se conformer au bon sens et à l'usage de longtemps instauré par les Ewondo dont les villages se rencontraient sur les lignes de crêtes empruntées par les pistes (cf. ma NOTICE EXPLICATIVE DE LA TYPOLOGIE DE L'HABITAT S.E.S-D.U.H-M.I.N.U.H, Yaoundé 1980).

Seule, dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, la cathédrale catholique s'établit à la confluence des vallées qui drainent le site, en charnière au contact des quartiers *européens* et *africains*.

La gare, terminus du chemin de fer, et ses dépendances occupèrent la vallée de la Mefou qui devint *vallée de la gare*. Sur cet équipement se réorganisa la ville : à l'ouest le Plateau ; au centre l'axe ferroviaire, en creux ; à l'est un embryon de quartier marchand qui par la suite devint le *Centre commercial*. En bordure des espaces fonctionnels de ces deux entités sises sur les collines en vis à vis, les demeures des agents *expatriés* et des commerçants *libano-syriens*. Naturellement les villages ewondo proches, Mvog Ada, Mvog Bi, Elig Essono, etc. virent leur importance croître et se développèrent en

quartiers, c'est à dire en quartiers africains abritant une population bété (le groupe ethnique dominant de la région) de plus en plus nombreuse.

Jusqu'alors rien de spectaculaire. La coexistence paisible de deux communautés -l'une ayant pouvoir, quasi tous les pouvoirs, et faible population ; l'autre ayant les droits sur le sol et une population croissante qui constitue une force de travail (plus ou moins en attente)- est, à cette période, la réalité socio-politique de la ville. L'architecture et la monumentalité ne semblent pas être alors une préoccupation. Ce qui se construit, espaces et structures, relève des forces sociales non analysées qui régissent communément les groupes sociaux. Cependant la localisation en des points hauts visibles d'assez loin, de quelques bâtiments abritant l'exercice du pouvoir colonial, permet d'affirmer la qualité de la puissance française. Peut-être pourrait-on parler d'une *architecture naturelle*, autre manière, tout à fait discutable, de nommer le relief géographique dès lors qu'il est socialement modifié par une production qui le transcende ! De fait cette localisation offre une image, inscrite dans le paysage, d'importance et de solidité des objets suscités par l'autorité politique régnante. C'est une affirmation permanente de la prise de possession et de l'organisation de l'espace. Architecture élémentaire mais décisive donc, qui réduit les cases en *poto-poto* des quartiers à n'être que des espaces sociaux d'accompagnement. Ainsi s'impose une hiérarchie politique impérative. Dès lors deux entités *urbaines* cohabitent dans l'interdépendance inégale, sans osmose : les entités africaines, bété pour le présent, implantées sur les crêtes de l'est et du sud ; les entités européennes organisées sur un tracé de rues qui s'ébauche.

Ce n'est qu'à l'indépendance que tout s'accélère et change fondamentalement de signification. D'abord, comme dans toute l'Afrique coloniale (française, britannique, belge, portugaise, etc.), c'est alors que l'Europe entreprend un minimum de mise en valeur par ancien colonisateur interposé. Le pouvoir politique est laissé aux véritables propriétaires de l'espace, le pouvoir économique, reste en des mains étrangères. Le Cameroun et Yaoundé voient leur *population blanche*, anglaise et française pour le principal, croître considérablement. La fonction de capitale d'État dévolue à Yaoundé provoque une urbanisation fonctionnelle : ministères, institutions nationales et internationales. Le Plateau devient le support de la monumentalité qui se confond avec la réalité d'un pouvoir étatique hérité, excessivement jacobin. La ville marchande se renforce et s'étend. A l'extrémités sud de la vallée de la gare un pédoncule urbanisé (la poste centrale et sa place) raccroche ces deux entités délibérément urbaines, tandis que des quartiers que la technocratie s'entête à qualifier d'*informels* vont envahir, au nord, le site d'une ancienne briqueterie et bien au delà. En effet les quartiers ewondo ne suffisent plus à accueillir la population nationale attirée par l'espoir d'un emploi ou chassée par les troubles en pays bassa et bamiléké (rébellion ouverte). La scolarisation assurée en ville et des conditions de vie meilleures ont aussi un pouvoir d'attraction considérable.

Les populations étrangères au pays bété, les *Nordistes*, Haoussa, et les *gens de l'ouest*, Bamiléké, ne sont pas acceptés par les Ewondo. Contraints de squatter des terrains peu revendiqués, parce qu'insalubres, ces *étrangers* secrètent une urbanisation de nouvelle facture. Ce sont eux qui investissent le quartier de la Briqueterie et ses prolongements. Le phénomène est, à dire vrai, antérieur à l'indépendance : ce fut le lieu marécageux où le refus des Ewondo de céder un peu de leur espace (comme ils l'avaient pourtant fait pour les Européens) et l'indifférence à peine voilée du pouvoir colonial parquèrent ces *étrangers*.

En somme c'est une ville à trois visages qui apparaît :

- le *Plateau* et le *Centre commercial*, aussi lieux à fonctions résidentielles d'accompagnement, qui s'étendent largement de part et d'autre de la vallée de la gare et conquièrent constamment de nouveaux espaces. Ce sont des productions sociales bien organisées, donnant une image que veulent conserver et renforcer, magnifier même, le pouvoir nouveau, hérité et héritier de la colonisation, et le pouvoir économique, surtout marchand, conservé par des non-nationaux. Les détenteurs de ces deux pouvoirs savent qu'ils ne sont rien l'un sans l'autre.

- les *quartiers*, où les différentes ethnies bété se confondent, aux caractéristiques *villageoises* perpétuées, mais altérées, qui s'étendent jusqu'à encercler, à l'est et au sud, le Centre commercial et la mission protestante pourtant initialement fort excentrique.

- les quartiers nord-ouest qui se développent sur les bas-fonds de la Mefou et de l'Ekosoa, son affluent, et qui montent à l'assaut des collines de Mokolo et de Tsinga. C'est une entité difficile à classer de manière positive. Le premier regard propose une image répulsive : quartier cloaque, quartier

raviné, quartier aux odeurs fortes, espaces construits de maisons entassés de poto-poto (comme tous les *quartiers* au demeurant), quartier parcouru de labyrinthes piétonniers et dominés, en sa partie sud, par des mosquées, en sa partie nord, par des églises. C'est dans ce quartier immense (peut-être 200 000 personnes y vivent en 1990) et ses extensions jusqu'aux limites du site constructible que se crée et se développe le plus grand marché de la Capitale, le *marché de Mokolo*, avec déjà 7 500 points de vente en 1978. Là s'affrontent, dans les premières années de la République, Bamiléké et Haoussa, en des luttes sanglantes dont le ferment reste latent. Là ils sont obligés d'apprendre à vivre sinon ensemble, du moins côte à côte.

Cette image urbaine, cette production des années 60, va bientôt se transformer en capitale d'Etat et en agglomération millionnaire, probablement, en 1989. Un véritable projet va présider à cette transformation. Le site et l'architecture monumentale y auront les rôles principaux. La volonté étatique va s'y exprimer avec impérialisme.

En effet deux forces majeures vont s'imposer :

- la volonté effective, active, des pouvoirs économiques de marquer l'espace, mais aussi d'imposer aux habitants le référent permanent de cet espace, ce qui est une manière de soumettre les citadins à leur domination.

- la volonté affirmée et planifiée du pouvoir politique d'agir de même, mais avec, en plus, le projet de baliser le site du grand Yaoundé et d'organiser la société, donc la vie des gens, en fonction de l'idée que s'en fait ce pouvoir. L'organisation urbaine et ses marques doivent inscrire dans l'espace de représentation, espace idéologique, par le truchement de son usage, d'abord visuel mais pas seulement, l'image d'une nation jeune et décidée. Aux citadins d'adapter leur mentalité à l'objet-ville qui leur est proposé.

Naturellement, si on demandait aux décideurs et aux promoteurs de ce projet multiforme et multiface d'exposer leur vision politique et dialectique de la Capitale qu'ils construisent ainsi, ils raconteraient tout autre chose; car cette émanation imaginaire est le résultat de forces culturelles indicibles, enfouies dans l'inconscient collectif des acteurs.

Mais, et c'est là l'espace de liberté, ou de fuite, qui se manifeste, l'usage, l'appropriation de l'usage de l'espace secrète d'autres lieux, déviants, qui occupent des terrains non investis par les deux pouvoirs précédents. C'est ainsi que les anciens villages se reproduisent en des répliques constamment répétées. Ainsi également que les points les plus répulsifs du site sont envahis, squattés, construits. On assiste à la fabrication d'espaces d'apparence première informelle, et qui le sont pour l'*establishment* aliéné par les modèles qui le gouvernement (*mimesis*), mais en réalité d'espaces tout à fait nouveaux, bien adaptés et producteurs, à terme, de formes si les pouvoirs établis acceptent de les intégrer sans les mépriser.

Cela vaut qu'on s'y attarde. Au fil des ans une certaine fonctionnalisation de l'espace de Yaoundé s'est établie ! Un plan d'urbanisme directeur (P.U.D. SALOMON 1958) a été dessiné. Ce plan s'attarde, entre autres, sur la morphologie nouvelle que doivent produire le Centre commercial et le Plateau dans sa partie administrative.

Ainsi le Centre commercial prit une apparence *européenne* : immeubles jointifs relativement élevés (trois niveaux minimum requis par la nouvelle réglementation). En outre quelques tours, signaux du capital, banques, compagnies pétrolières, assurances, avec publicité explicite installée sur le terrasse sommitale pour que nul ne s'y trompe, ponctuèrent l'aire urbaine centrale. Dès lors il y eut *la ville* et *les quartiers*, et dans le langage courant des usagers il n'y eut entre les deux entités aucune confusion possible. Cependant entre ces deux localisations extrêmes de nombreux secteurs de Yaoundé ne sont pas encore ainsi connotés, leur nom locatif, dans la vision de chacun, correspond à des unités spécifiques très définies mais indéfinissables de prime abord. L'image de la Capitale demeure analytique et parcellisée. L'architecture et l'architecture permettent progressivement d'en limiter les extensions. Il manque néanmoins un Centre-Ville en vérité. Les pouvoirs sont certes très visibles, des ensembles d'immeubles les proclament, l'occupation des points hauts les souligne, l'architecture triomphante est bien en l'occurrence un instrument du développement de l'idée de la modernité : *Cameroun, Etat d'une Nation moderne*, est le message ainsi transmis, et reçu, car cela fonctionne parfaitement.

Indubitablement ces espaces centraux ont un rôle si délibérément autoritaire que cette ville de fonctionnaires et de commerçants (72% des personnes effectivement actives sont l'un ou l'autre en 1980) a axé sa problématique du développement sur ces fonctions de service quasi monopolistiques (le quart restant des actifs étant, pour une partie, occupé dans les activités d'accompagnement de ces fonctions dominantes). Une idéologie d'unité nationale se forge dans les deux premières décennies de la vie politique camerounaise. La Capitale de la République Unie du Cameroun, se doit de la proclamer dans son urbanisme. Yaoundé doit être, pour la Nation, l'espace produit de référence, entité supra-tribale appelée à transcender les clivages ethniques présents. Ainsi un urbanisme très volontaire va imposer la force unificatrice de l'idée nationale, dont Yaoundé va devenir le référent et la preuve. Ce faisant seront liquidés l'héritage colonial et ses séquelles. Il faut que l'objet-ville devienne symbole et truchement médiatique de la puissance d'un Cameroun indépendant, et responsable. C'est un projet très emphatique, tout à fait politique. D'ailleurs nul ne s'y trompe, ni les pays amis qui n'apporteront aucune assistance technique plus ou moins offerte à cette production urbaine, ni les responsables du gouvernement camerounais qui dégageront sur les seules ressources du pays (pétrole) les moyens de cette politique (plus ou moins 200 milliards de francs C.F.A. pour les seuls investissements de prestige ou d'infrastructures).

Ainsi vont être construites certaines images de la Nation. Yaoundé va, dans la fin des années 70 et durant toutes les années 80, formaliser la référence qui permettra de dépasser les antagonismes tribaux et assurera l'apparence d'une cohésion de l'ensemble des nationaux pour la réussite d'une politique de développement. Et de fait ce projet va être fédérateur, catalyseur d'une synergie puissante, quasi libérateur. Notamment il va proclamer, par les nouveaux espaces produits, l'existence de lieux communautaires où l'exclusion, si caractéristique des comportements tribalistes, n'aura pas cours. La problématique du développement passe ainsi par une architecture, au sens le plus étroit, qui va matérialiser ces ambitions et, davantage, les asséner aux citoyens qui ne pourront dès lors en faire fi.

Deux types d'opérations urbanistiques vont soutenir cette décision et créer une dialectique inéluctable entre le citoyen et son espace désormais estampillé du symbolisme nationaliste : la construction des palais (mimesis évidente), Palais de la Culture, Palais Présidentiel et ce palais d'un autre type qu'est le Stade (rôle national du football sur la scène internationale, confirmé *a posteriori* par le Mondial de 1990) ; la construction du Centre-Ville de la Capitale, image absolue du pouvoir républicain absolu.

Toutes les hauteurs de Yaoundé qui n'étaient pas urbanisées, ou l'étaient peu parce que d'un accès trop malaisé, ou parce que trop éloignées, sont investies, couronnées et magnifiées par des édifices dont la fonction prestigieuse est évidente. Dès 1980 il n'y a quasi aucun point de la ville d'où ne se voit l'un au moins de ces nouveaux signes posés dans le paysage comme des gestes d'identité : le stade notamment, le Palais de la Culture pour certains ; ou comme un coup de poing sur l'horizon proche, le Palais Présidentiel, véritable forteresse à l'entrée monumentale mais aux multiples sorties par des cheminements étudiés. C'est dire les intentions impérialistes de ce pouvoir et l'incertitude de sa légitimité populaire : qui a déjà vu des élections démocratiques dans un Etat régi par un parti unique ? Quoiqu'il en soit l'habitant des bas-fonds sait dorénavant qu'en grim pant les pentes abruptes des lieux où se tient sa tanière produite par une sorte d'architecture de la précarité et de l'incertitude, il aura la preuve de l'existence tutélaire des forces républicaines en action, espoirs de jours meilleurs pour ceux de sa descendance...

Seulement raser une colline pour y implanter un Palais de la Culture à coups de mines et de milliards, avec l'aide fraternelle de la Chine Populaire ; créer une cité interdite vaste comme un quartier, où la Présidence et ses services ont leurs assises, cela ne se fait pas sans modifications de la texture urbaine. Sur le trajet des voies d'accès à ces nouveaux symboles, des quartiers préexistants en sont dynamisés. L'extension de la Capitale en est modifiée et le poids spatial du site, redistribué. Il s'en suit, avec l'accord actif de la Municipalité, une recrudescence des ordres d'exclusion, à *déguerpir*, ordre intime qui semble sur certains parcours le destin obligé de toute maison de terre : l'architecture de l'intime (tradition) ou de la précarité (tentative discrète d'insertion dans l'espace urbain produit) ne peut cohabiter avec l'architecture de l'établissement qu'à la condition de ne pas se faire voir.

constructeurs d'espace ont taillé des plate-formes pour recevoir chaque maison, ont creusé des rigoles profondes pour évacuer ensemble eaux de ruissellement, eaux usées et eaux vannes chargées d'excreta. Les avancées des toits de tôle font une protection contre pluie et soleil aux venelles qui fonctionnent comme des couloirs de desserte, ouverts/fermés, au sein des structures habitables dont on ne peut dire s'il s'agit d'un agglomérat de maisons, ou de quelque espace multifonctionnel à combinaisons évolutives, conçu par un génie collectif indéfinissable et propriété matérielle d'une multitude de faiseurs, légitimes ou illégitimes, de leur niche écologique commune.

On peut parcourir de tels sous-quartiers par tous temps, en demeurant globalement à l'abri des excès climatiques. En outre ce sont des lieux de passage, de frôlements, de rencontres, d'intimité sociale exceptionnelle. Ce sont par conséquent des lieux de promiscuité excessive. En aucun cas on ne peut les qualifier d'espaces d'indifférence ou indifférenciés. Celui qui habite ces quartiers, qui a son espace privé dans un des sous-quartiers, ne peut être inconnu, isolé, encore moins ignoré. La solitude est un luxe de nantis, ou leur malédiction... L'architecture-architexture assure cette société, constituée d'unités de voisinage, de son appui et de sa protection dans la pratique sociale de l'espace.

On voit pourquoi aucune étude n'a été faite de cette production, de cette création si répandue et si ignorée, des villes du Tiers Monde : le foncier, l'unité étroite d'habitation, sont objets plus saisissables, plus ménageables, plus contrôlables finalement. La *cour* ou l'immeuble, l'habitat typé, c'est-à-dire réduit à une taxinomie, l'histoire architecturale des centres anciens (Quito, Gorée, le marché des esclaves de Monbassa, la Casbah d'Alger), le fonctionnement global des villes, sont tous objets réductibles et donc manipulables. Mais l'espace *informel* et, qui plus est, putride, l'espace immonde que les cités circonscrivent dans leur périphérie géographique ou sociale, qui peut bien en vouloir ? Il n'est pas fréquentable. Foin du romantisme de la différence et de la misère, foin des sécrétions obscènes de citadins sans qualité, foin des accidents historiques, scories des cités naissantes du Tiers Monde à l'orée du troisième millénaire chrétien ! On ne peut tout de même pas parler de problématique du développement en se référant aux illettrés, aux exclus, aux inassimilables, aux sous-intégrés des bas-fonds ! Cela serait inacceptable.

Et c'est ainsi que l'on jette le bébé avec l'eau du bain...

FAUT-IL CONCLURE ?

Il est malaisé de le faire ! Il me faut pour cela rejeter l'esprit poétique, le souffle prophétique et les autres visions, seraient-elles intolérables, pour ne retenir que le discours convenable. Aussi voici le discours convenu : les villes sont nécessairement au cœur de la problématique du développement puisque ce sont des lieux de production, de décision, de diffusion, de consommation. Les villes commandent de manière irréversible les régions. L'architecture en cette affaire remplit une fonction à double vocation : être l'outil idéologique, être l'image acceptable. A ce titre elle entre pleinement dans la problématique du développement que privilégient les nationaux, autant en Afrique subtropicale qu'en Amérique latine. Mais naturellement cette affirmation ne prend pas en compte les clivages internes entre les *assistants techniques*, les *experts* de toute paroisse et *nationaux* promoteurs de la modernité (entendre *la mimesis*) d'une part, et les *nationaux d'abord gens de la terre*, de cette terre où ils sont installés sans choix véritable, parce que c'est ainsi, d'autre part.

R. de MAXIMY, géographe-urbaniste